

## PRÉFACE

# Etats et conflits au Caucase

Aude MERLIN et Silvia SERRANO

Le 7 août 2008, après plusieurs jours d'escarmouches entre forces ossètes et géorgiennes, l'armée géorgienne lançait une offensive sur Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud. En réaction, la Fédération de Russie envoyait ses troupes en Géorgie et reconnaissait, le 26 août, les indépendances abkhaze et sud-ossète. Le conflit russo-géorgien d'août 2008, première guerre ouverte au Caucase méridional depuis 1994, a profondément redistribué les cartes régionales. Il témoigne d'un passage à un niveau supérieur de violence dans les relations interétatiques mais surtout d'une transformation de la nature des conflits et d'une recomposition du paysage étatique dans la région.

C'est là la première guerre réellement interétatique de l'espace postsoviétique : si le conflit du Haut-Karabagh oppose bien deux Etats – l'Arménie et l'Azerbaïdjan –, et si la Fédération de Russie était impliquée à un degré ou à un autre dans l'ensemble des conflits armés qui ont éclaté dans l'espace postsoviétique, c'est la première fois que s'opposent directement deux armées nationales envoyées au front par leur gouvernement respectif. Les *statu quo* en vigueur depuis les cessez-le-feu des années 1992-1994 qui avaient mis fin aux hostilités en Ossétie du Sud, en Abkhazie et au Haut-Karabagh, volent en éclats, tout comme le compromis sur les frontières résultant des accords de Minsk du 8 décembre 1991<sup>1</sup>. C'est ainsi qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1992 se sont retrouvées indépendantes trois Républiques du Caucase, anciennes « Républiques de l'Union » – l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie –, tandis que par exemple la

---

<sup>1</sup> Cet accord précipitait l'éclatement de l'Union soviétique et la naissance de quinze nouvelles républiques indépendantes reconnues par la communauté internationale et dont les contours épousaient à l'identique les frontières administratives qui les dessinaient à l'intérieur de l'Union.

Tchéchénie, dotée à l'époque soviétique d'un statut inférieur de République autonome intégrée à la Russie, restait au sein de la Russie devenue, elle, indépendante.

La guerre russo-géorgienne de l'été 2008 présente de fortes spécificités liées notamment au contexte conjoncturel et à la nature des relations entre les deux Etats<sup>2</sup>. Toutefois, outre ses conséquences immédiates sur le voisinage, elle est révélatrice de tendances profondes à l'œuvre dans la région. Les conflits du début des années 1990 étaient liés à l'effondrement et au morcellement de l'Etat soviétique<sup>3</sup>. L'heure est venue, près de vingt ans après leur déclenchement, de se pencher avec de nouvelles interrogations sur les conflits ethno-territoriaux au Caucase, en mettant l'accent sur les dynamiques et l'articulation entre conflits et trajectoires étatiques.

Une des caractéristiques du Caucase postsoviétique est la globalisation des enjeux et, sur le versant Sud du moins, la multiplication des acteurs en présence. Les dernières années ont ainsi été marquées par l'activisme accru des Etats-Unis, la volonté de la Russie de réaffirmer ses ambitions et un engagement plus fort de l'Union européenne dans son voisinage oriental<sup>4</sup>. Nombre d'ouvrages récents consacrés au Caucase abordent, souvent avec beaucoup de pertinence et de précisions, les dimensions géopolitiques et géostratégiques, faisant une large place à la question des hydrocarbures, du Grand Jeu, des influences américaines, russes, européennes ou de celles des puissances régionales (Iran, Turquie), dans le contexte de l'« après-Kosovo ». Parce que moins souvent étudiées, ce sont les dynamiques internes qui font l'objet ici, prioritairement, de notre attention.

La littérature existante sur les dimensions internes des évolutions au Caucase a surtout, jusqu'à présent, mis l'accent sur les identités et les mobilisations nationales des années 1980 et 1990, dont le rôle a été fondamental dans l'effondrement de l'URSS. Critiquant les interprétations essentialistes des conflits vus comme le jeu d'antagonismes ethniques, de nombreux auteurs ont étudié l'impact des discours, des représentations, mais aussi des pratiques adossées à l'ethnicité<sup>5</sup>. Le propos

---

<sup>2</sup> Les relations entre la Russie et la Géorgie ont été marquées par des tensions très fortes, en particulier depuis l'arrivée de M. Saakachvili au pouvoir à Tbilissi en 2004. Voir par exemple Th. GORDADZE, « Georgian-Russian Relations in the 1990s », in S. E. CORNELL & S. F. STARR (éd.), *The Guns of August 2008 : Russia's War in Georgia*, Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program Joint Center, Washington, M.E. Sharpe, 2009.

<sup>3</sup> Voir C. URJEWICZ, « Les conflits postsoviétiques. Essai de typologie », *Notes et Etudes documentaires*, 1993 ; V. CHETERIAN, *War and Peace in the Caucasus, Russia's Troubled Frontier*, Londres, Hurst, 2008.

<sup>4</sup> L. A. MITCHELL, *Uncertain Democracy : U.S. Foreign Policy and Georgia's Rose Revolution*, Cloth Penn Press, 2008 ; R. D. ASMUS, *A Little War That Shook the World. Georgia, Russia, and the Future of the West*, Palgrave Macmillan, 2010 ; J. RUPNIK (éd.), *Les banlieues de l'Europe. L'Union européenne et ses voisinages*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007 ; L. DELCOUR et E. TULMETS (éd.), *Pioneer Europe ?*, Nomos, 2008 ; F. DAUCÉ, S. SERRANO (éd.), « A l'Est de l'Europe : quel voisinage partagé ? », *Revue d'études politiques et constitutionnelles est-européennes*, 2, 2008.

<sup>5</sup> On peut mentionner la riche historiographie existant sur la politique soviétique des nationalités et les travaux sur les usages de l'histoire. Voir en particulier T. MARTIN, *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Cornell University Press, 2001 ; T. MARTIN et R. G. SUNY (éd.), *A State of Nations : Empire and*

n'est donc pas de négliger l'importance des mobilisations identitaires, qui restent incontestablement un élément clef des scènes politiques caucasiennes, mais de porter ici l'attention sur d'autres logiques qui se sont développées en parallèle ces quinze dernières années, et dont l'importance s'est sensiblement accrue.

On a en effet assisté, si ce n'est à une érosion, du moins à une transformation des nationalismes liée, dans certains cas (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie), à l'accession à l'indépendance, et dans d'autres (Tchéchénie), à l'échec des projets politiques qu'ils portaient. Au Caucase du Nord, la faillite des aspirations nationales débouche sur une islamisation et une régionalisation de l'affrontement armé. Dans tous les cas, les logiques de construction, reconstruction, consolidation des Etats, aujourd'hui déterminantes, méritent d'être interrogées plus directement, tant la donne a changé.

Le questionnement classique de science politique sur l'articulation entre guerre et formation de l'Etat a peu à peu quitté le terrain européen<sup>6</sup> pour nourrir l'analyse des Etats postcoloniaux et périphériques<sup>7</sup>. Le Caucase, et plus généralement, l'ensemble de l'espace postsoviétique ont longtemps été marginalisés dans les réflexions sur le postcolonial, notamment en raison des spécificités de l'URSS et du prisme idéologique qui a présidé à son étude durant la guerre froide. Les débats ne sont d'ailleurs pas tranchés sur la nature du projet « impérial », tandis que la qualification de « colonial » pour définir l'empire tsariste<sup>8</sup> et plus encore l'URSS reste discutable. L'originalité très forte des Etats issus de l'ancienne seconde puissance mondiale et patrie du socialisme ne doivent toutefois pas interdire d'utiliser, dans une visée heuristique, les questionnements nés de l'étude des trajectoires étatiques des Etats issus de la décolonisation<sup>9</sup>. Et ce d'autant que les processus de formation des entités stato-

---

*Nation-making in the Age of Lenin and Stalin*, New York, Oxford University Press, 2001 ; V. A. SHNIRELMAN, *The value of the past : myths, identity and politics in Transcaucasia*, Osaka, National Museum of Ethnology, 2001 ; Th. GORDADZÉ, « L'effort historiographique de l'invention de la nation géorgienne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 30, mars 1999, p. 53-80 ; C. MOURADIAN, « The mountainous Karabagh Question : an international conflict or a decolonisation crisis ? », *The Armenian Review*, 43/2-3, 1990, p. 1-34 ; J. RADVANYI, « Un héritage paradoxal : la fabrication des entités nationales territoriales au Caucase », in F. LONGUET-MARX (éd.), « Le Caucase : axes anciens, nouveaux enjeux », *Nouveaux mondes*, 8, été 1998, p. 1-7.

<sup>6</sup> Ch. TILLY, « War Making and State Making as Organized Crime », in P. EVANS, D. RUESCHEMEYER et T. SKOCPOL (éd.), *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985 ; N. ELIAS, *La dynamique de l'Occident*, 1975, rééd. Agora Pocket, Paris, 2003.

<sup>7</sup> On se reportera à l'excellente synthèse de A. BLOM, « *La guerre fait l'Etat* » : *trajectoires extra-occidentales et privatisation de la violence*, C2SD, Thématiques n° 2, 2006. <http://www.c2sd.sga.defense.gouv.fr/IMG/pdf/thematique2charte.pdf>, consulté le 2 août 2009.

<sup>8</sup> Sur les modalités de la colonisation et la comparaison avec d'autres Empires, voir C. MOURADIAN, « Les Russes au Caucase », in M. FERRO (éd.), *Le livre noir de la colonisation*, Paris, Hachette littérature, 2005 (nouv. éd.), p. 523-542.

<sup>9</sup> La continuité territoriale, le mode d'administration des populations autochtones, les possibilités de promotion et d'intégration des élites, distinguent fortement l'Empire tsariste des empires coloniaux européens ; l'énoncé du projet idéologique, le système d'exploitation économique sont quant à eux des spécificités fortes de l'URSS. Voir par exemple M. BUTTINO,

nationales au Caucase, y compris à certains égards de la Russie, présentent plus de similitudes avec les Etats non occidentaux qu'avec la formation des Etats-nations européens. Quelques questions méritent ainsi d'être posées.

La première est celle des élites portées au pouvoir dans un contexte où la guerre a coïncidé avec l'émergence des structures étatiques indépendantes. Les hostilités, puis l'ombre de la guerre ont fourni – et continuent à fournir – non seulement des ressources de légitimation politique interne, mais aussi les conditions du contrôle des moyens de la violence. Le cas le plus notoire est celui de l'Arménie, où les deux derniers présidents sont originaires du Haut-Karabagh, où ils ont participé aux combats contre les Azéris. En Tchétchénie en revanche, l'ancien commandant en chef de l'armée indépendantiste Aslan Maskhadov qui accède au pouvoir à l'issue de la première guerre n'a jamais détenu le monopole de la coercition, tandis que la centralisation de l'appareil répressif qui se fait sous l'égide de Ramzan Kadyrov est imputable à d'autres ressources que le passé d'ancien combattant indépendantiste qu'il met en avant.

La deuxième question porte justement sur la centralisation de l'appareil répressif, de la « rationalité de la sous-traitance ». Incontestablement, dans l'ensemble des Etats de la région étudiée ici, des armées nationales se sont constituées, parfois par dissolution, parfois par intégration et cooptation des formations privées, sans toutefois que disparaisse la sous-traitance de la coercition. Est-ce à dire que consolidation de l'Etat et (re)centralisation des instruments de la contrainte iraient nécessairement de pair ? Les exemples caucasiens, dans leur diversité, illustrent le caractère simplificateur de l'adéquation entre les deux. Au Caucase du Nord, en Tchétchénie notamment, la délégation assumée de la violence à des élites locales a pu être une condition du redéploiement de l'Etat fédéral. La Géorgie paraît l'exemple *a contrario* où la consolidation et la rationalisation de l'appareil répressif, en encourageant l'affrontement armé, ont entraîné un affaiblissement de l'Etat.

La troisième question touche à l'importance des facteurs exogènes. Alors que le rôle joué par la guerre dans le sens de la formation des Etats-nations européens tient également à la centralisation de la collecte de l'impôt, dans le cas des Etats périphériques, la guerre n'occupe qu'une place marginale, car c'est l'exportation des biens ou l'aide internationale, et non la fiscalité, qui permet de la financer. La Géorgie, l'Azerbaïdjan, mais aussi la Fédération de Russie, où la consolidation des appareils militaires dépend principalement des programmes d'exportation d'hydrocarbures, ou de liens de clientèle avec les grandes puissances, présentent différents visages de cette « militarisation dépendante » dont parle C. Tilly<sup>10</sup>.

La diversité des entités étatiques au Caucase priverait-elle alors de pertinence une approche globale ? Que de dissymétries en effet entre, d'une part, la Fédération de Russie, ancienne métropole ayant hérité de l'essentiel de la seconde armée au monde, et des arsenaux stratégiques – et, d'autre part, les Etats nouvellement indépendants du Caucase du Sud. Que de dissymétries encore entre les Républiques fédérées

---

*La rivoluzione capovolta. L'Asia centrale tra il crollo dell'impero zarista e la formazione dell'Urss*, Napoli, 2003.

<sup>10</sup> Ch. TILLY, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe, 990-1990*, Aubier, 1992.

du Caucase du Nord dont certaines, comme la Tchétchénie, ont longtemps espéré l'indépendance, et les Etats *de facto* abkhaze et sud-ossète, aux agendas d'ailleurs parfois dissemblables et qui se trouvent aujourd'hui dans une voie d'intégration avec la Fédération de Russie.

Il nous a néanmoins semblé indispensable d'étudier le Caucase dans son ensemble, pour plusieurs raisons. L'interrogation sur les parcours étatiques (même quand ils n'ont pas abouti à l'indépendance) nous a amenées à intégrer dans une même réflexion des entités jouissant de statuts très différenciés au regard du droit international (non reconnus, reconnus, reconnus par un nombre très restreint d'Etats), justement parce que les conflits sont l'une des variables explicatives des logiques aboutissant à ces statuts.

En outre, la guerre de l'été 2008, en mettant en cause la frontière internationale russo-géorgienne, a fragilisé la délimitation entre Caucase du Nord et du Sud. Plus que jamais, le Caucase dans sa globalité forme un système de sécurité. Les liens entre les évolutions à l'œuvre sur les deux versants sont multiples et anciens : flux licites ou illicites, passerelles entre combattants (participation de Tchétchènes aux opérations en Abkhazie ou en Ossétie du Sud à plusieurs reprises, et encore à l'été 2008), peuples présents de part et d'autre de la chaîne de montagnes (Ossètes, Lezguines, Circassiens). La Fédération de Russie, après être intervenue en Géorgie au prétexte de défendre ses citoyens – Ossètes du Sud et Abkhazes s'étant vu distribuer des passeports russes –, installe aujourd'hui des bases à quelques dizaines de kilomètres de Tbilissi. L'interdépendance mérite certes d'être questionnée. L'embrasement général du Caucase, régulièrement annoncé par les Cassandre, ne s'est toutefois pas réalisé, et la reconnaissance par Moscou des indépendances abkhaze et sud-ossète n'a pas créé un précédent fortifiant les aspirations séparatistes d'autres peuples de la région comme certains l'avaient craint... ou espéré.

Mais le fait que la frontière caucasienne de la Fédération de la Russie soit la seule à avoir été si fortement contestée<sup>11</sup> n'est dû ni au hasard, ni exclusivement au contexte postsoviétique. Les évolutions actuelles invitent à repenser le regard porté sur la longue durée et à reconsidérer les legs présoviétiques, voire prétsaristes. Si l'importance des constructions soviétiques et l'effet performatif des statuts administratifs différenciés ne sont pas à négliger, les ordres politiques précoloniaux et les conditions de l'intégration à l'empire tsariste – qui a commencé la conquête par le Sud avant de s'attaquer au Caucase du Nord – pèsent aussi sur la fragilité de la construction étatique géorgienne ou sur la légitimité des revendications politiques nord-caucasienne.

Face à ces passerelles incertaines entre Nord et Sud, ces enchevêtrements de l'histoire, cette pluralité de groupes ethniques, cette conflictualité et les aléas imprévisibles de ces débris d'Empire, le chercheur se trouve confronté à une série de défis. Le Caucase reste en effet un terrain sur lequel il est difficile de travailler. L'une des difficultés tient au paysage linguistique. Les langues vernaculaires se comptent par dizaines (plus de trente idiomes sont ainsi comptabilisés au seul Daghestan),

---

<sup>11</sup> B. COPPIETERS (éd.), *Contested Borders in the Caucasus*, Bruxelles, VUB Press, 1996 ; V. CHETERIAN, *op. cit.*, 2008.

et le russe, *lingua franca* depuis des décennies, est en net recul, notamment – mais pas exclusivement – au Caucase méridional. La connaissance des langues locales devient donc nécessaire pour avoir accès aux sources, qu'il s'agisse d'entretiens ou de publications originales. Si les procédures administratives d'accès à la région se sont globalement simplifiées après la chute de l'URSS, de nouveaux obstacles sont apparus, et les déplacements internes sont désormais entravés par les nouvelles frontières interétatiques ou administratives, parfois militarisées et/ou infranchissables. A ces obstacles s'ajoutent, certes à des degrés différents, les préoccupations en matière de sécurité pour les chercheurs eux-mêmes et pour tous ceux qui les accueillent, en raison des conflits, mais aussi et surtout des contextes politiques sensibles.

Jean Radvanyi revient sur les principaux écueils méthodologiques et épistémologiques qui guettent le chercheur au Caucase. Qui dit guerre dit guerre de l'information, la « vérité » étant une des premières victimes de tout conflit, bien difficile alors à appréhender même pour qui croit se prévaloir de toute approche partielle. Les modes d'énonciation, historique – les chronologies par exemple – ou géographique – les cartes – peuvent ainsi faire l'objet de polémiques sans fin. Face à cela, c'est un leurre de croire à une plus grande objectivité des analyses « extérieures », menacées du biais de l'occidentalo-centrisme. L'un des paris de cet ouvrage est de mettre en contact – et parfois en confrontation – une pluralité d'approches, portées par des auteurs venant de pays en conflit les uns avec les autres, dont l'expérience personnelle vient nourrir les analyses et les perceptions, et qui apportent toute la richesse d'une connaissance intime des terrains dans leur complexité.

Cet ouvrage ne vise pas à dresser un tableau synthétique et exhaustif des conflits au Caucase, mais à apporter quelques éclairages féconds, en regroupant des études approfondies et originales sur certains aspects peu documentés et en croisant les approches disciplinaires (science politique, géographie, histoire).

Une première partie est ainsi consacrée à la question des frontières et à l'impact de la construction territoriale sur les conflits récents. Arsène Saparov, en étudiant les logiques qui amènent à créer *ex-nihilo* un district autonome d'Ossétie du Sud, montre la complexité de la construction des territoires par les bolcheviks, ici nullement réductible à une volonté de diviser pour régner. Cela n'exclut pas les effets performatifs de la fabrication de territoires, comme le montre Thorniké Gordadzé qui analyse l'utilisation par les élites locales des ressources fournies par l'autonomie et les opportunités de manipulation par Moscou. La guerre d'août 2008 redessine-t-elle finalement la frontière Nord-Sud ? Alexeï Malachenko revient sur le potentiel de déstabilisation du Caucase du Nord.

La deuxième partie, centrée sur l'analyse des cas nord-caucasiens en particulier tchéchène et daghestanais, se penche sur les mobilisations et modes de transformation de la violence. A l'ordre de la terreur kadyroviennne répond la persistance de la violence dans les régions avoisinantes de la Tchétchénie. Depuis plusieurs années, le Caucase du Nord est caractérisé par trois grands types d'évolutions : un élargissement géographique des opérations armées, une mobilisation plus forte de l'islam, une radicalisation des modes d'action. Les projets de « libération nationale » qui s'énonçaient, dans le sillage de la perestroïka, en termes d'aspiration à l'autonomie politique, culturelle ou à l'indépendance, se sont, avec l'échec sanglant des revendications tchéchènes,

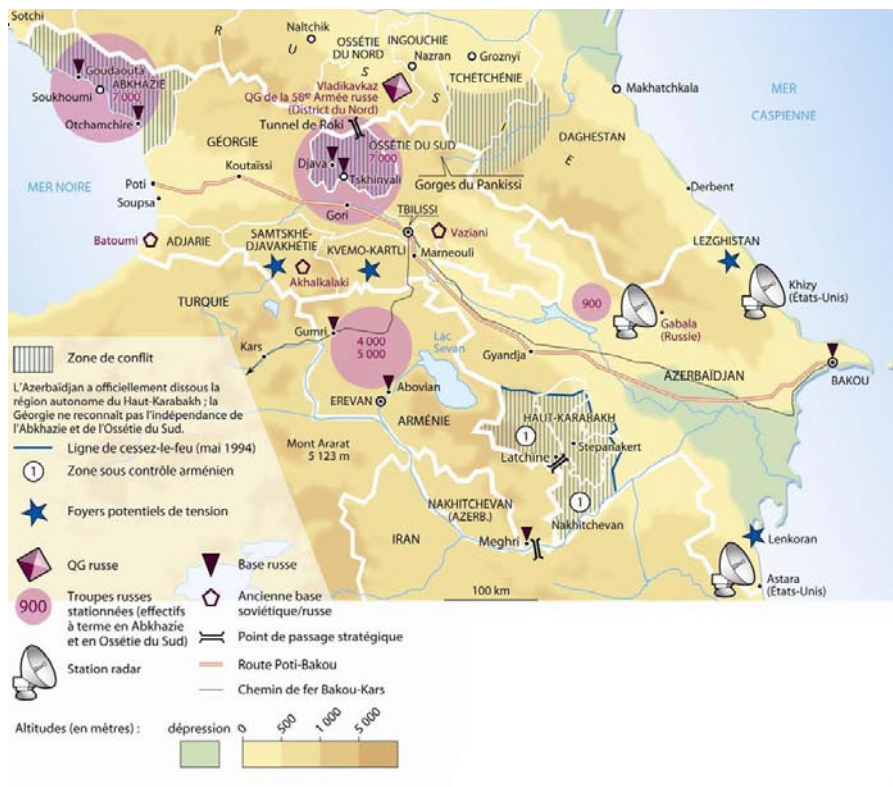
commués en projets transnationaux articulés autour du religieux. L'absence d'espace de contestation politique ne fait que faciliter ou accélérer le recours à la violence armée. Mairbek Vatchagaev montre que cette triple évolution s'est appuyée sur l'apparition de nouvelles structures militantes, les *djamaats*. Mais, comme le souligne Anna Zelkina, il ne faut toutefois pas réduire l'islam à sa dimension politique et guerrière. En dépit de la forte visibilité de la mobilisation politique du religieux au Daghestan, la majorité de ceux qui se tournent vers l'islam sont mus par des motivations qui peuvent être éloignées du combat armé. Aude Merlin quant à elle pose la question de la transformation de la violence en Tchétchénie même et de la difficulté de dater la fin d'un conflit en l'absence de négociations politiques et de règlement, et alors que la résistance armée, désormais dépourvue de perspective politique, n'a pas complètement cessé et connaît même des périodes de regain. Moussa Basnoukaev donne, lui, des éléments de compréhension de ce nouvel « ordre tchéchéne », en particulier à travers l'analyse des relations entre élites locales et élites fédérales et de la mobilisation des ressources budgétaires fédérales dans le contexte de la reconstruction d'une République qui, il y a peu, n'était encore que ruines.

Comment cependant penser les conflits sans en envisager les issues possibles ? La priorité accordée à l'affirmation de la souveraineté sur les territoires contestés a amené à négliger d'autres champs essentiels de déploiement de l'Etat, comme en témoignent les choix budgétaires et les dépenses militaires croissantes effectuées dans les trois Etats du Caucase du Sud. Dans tous les cas, les conflits ont fortement dessiné les politiques étrangères et pesé sur les recompositions géopolitiques, tandis que la recherche de soutiens dans les négociations a balisé les alliances. Taline Papazian montre comment le conflit du Haut-Karabagh a été à la fois contrainte et ressource pour les élites politiques arméniennes. Mais ces ressources ne sont pas simplement internes, en raison du cadre interétatique dans lequel s'inscrivent les négociations et de l'importance du droit international. Tabib Huseynov analyse dans le cas de ce même conflit l'impasse des pourparlers sous égide internationale en tentant d'en identifier les causes. Bruno Coppieters quant à lui revient sur la question cruciale de l'impact de la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo en février 2008 sur les évolutions abkhazes et sud-ossètes en abordant la question des principes de la sécession juste.

C'est donc à travers ces trois grands axes que cet ouvrage se propose d'articuler une réflexion sur les conflits dans une région souvent méconnue ou réduite à des rivalités de post-guerre froide, au détriment d'analyses fines et documentées. Et c'est en tant que chercheurs de terrain mais aussi enseignantes passionnées que nous espérons proposer au lecteur – qu'il soit étudiant, voyageur, diplomate, journaliste, membre d'ONG – une nourriture stimulante <sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> Nous remercions pour leurs critiques et commentaires Amandine Regamey et Alain Blum, ainsi que deux lecteurs anonymes. Enfin, nous remercions la Région de Bruxelles-Capitale et le ministère des Affaires étrangères du Royaume de Belgique pour l'aide financière apportée aux traductions.



## Le Caucase, Etats et conflits

Roberto Gimeno et Atelier de cartographie de Sciences Po, avril 2009

© La Documentation française

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/cartotheque/environnement-strategique-du-caucase.shtml>